

Pour connaître et comprendre les exactes revendications des policiers en colère

écrit par Jean Theron | 4 novembre 2016



Les revendications de « policiers en colère », enquête auprès des policiers de Nice

Lors d'une manifestation du mouvement des « policiers en colère » du secteur de Nice, ceux-ci ont fourni aux journalistes présents un document dans lequel ils présentent leurs revendications. Où l'on comprend mieux que les annonces du ministre de l'intérieur, **les 250 millions d'euros et autres promesses de « réflexion », sont aux antipodes des attentes des policiers, en dépit de telle ou telle déclaration syndicale. Et on comprend mieux pour quelles raisons le mouvement continue, un mouvement qui commence à être rejoint par de simples citoyens. Ils étaient 500 à Marseille hier par exemple.**

Les policiers en colère lancent « *un cri d'alarme au gouvernement, à la classe politique dans son ensemble, à la magistrature, mais pas seulement, il est également lancé au peuple français...* ».

C'est pourquoi nous vous le transmettons.



Rassemblement des policiers en colère

Cela fait plus de dix jours qu'un mouvement de colère des policiers nationaux s'est fait entendre sur l'ensemble du territoire national. Ce mouvement de rassemblement spontané s'est développé suite à la tentative d'assassinat, car il s'agit bien de ce terme précis dont il faut parler, sur nos collègues de Viry-Chatillon. Néanmoins, en sus de ce soutien unanime à nos collègues gravement blessés, **il s'agit d'un mouvement alertant les citoyens, et la classe politique dans son ensemble, sur des urgences ne pouvant se résumer aux violences sur les forces de l'ordre.**

En effet, la police républicaine, sur tous les fronts depuis plus d'un an, craque sous le poids de son immobilisme.

Les faits de violences barbares sur nos collègues n'en sont, malheureusement, que la conséquence visible.

Ainsi **nous constatons ces violences presque quotidiennes dans l'hexagone.** A chaque fois nous pouvons assister à un cortège unanime de messages de compréhension, de paroles de soutien, de condamnations de circonstance, de promesses à but électoral avant tout. Mais après chaque événement on constate surtout que **les promesses ne sont suivies d'aucun effet,** que les messages de soutien et de compréhension sont vite oubliés et que les condamnations

restent finalement lettre morte.

C'est cette situation qui a poussé les policiers dans la rue. Car elle n'est plus supportable pour l'ensemble de nos effectifs. Ces effectifs qui jouent leur vie, chaque jour et chaque nuit ont crié leur colère dans un message d'alerte qu'ils ont tenté à maintes reprises d'exprimer en suivant les voies institutionnelles, sans succès depuis des années.

Devant l'échec de cette transmission par voie syndicale, devant l'échec des promesses données aux policiers lors du précédent mouvement de colère de 2012, les policiers n'ont d'autre choix que d'utiliser la seule voie qu'il leur reste pour se faire entendre : descendre dans la rue avant de perdre leur vie pour sauvegarder la paix d'un pays qui ne les soutient plus.



Car dans ce mouvement ce qu'il faut garder à l'esprit c'est que ce sont nos vies qui sont en jeu. Dans un pays où *la Marseillaise* n'a jamais été autant d'actualité pour nous les policiers, lorsqu'on vient *jusque dans nos bras*

égorger nos fil et nos compagnes.

Ce cri d'alarme est donc lancé au gouvernement, à la classe politique dans son ensemble, à la magistrature, mais pas seulement. En effet il est également lancé au peuple français qui exprime son sentiment d'insécurité tous les jours sans que rien de concret ne soit fait pour qu'il cesse.

Hommage
aux policiers
assassinés

SIEL

RIPOSTE LAIQUE R résistance républicaine

Jean-Baptiste Salvaing Jessica Schneider

Vendredi 17 juin 2016 à 19h00
Place du Trocadéro, Paris 16e (métro Trocadéro)

SIEL

Car ce mouvement n'est pas une simple grogne qui est vouée à être éphémère et sans effet. Ce cri d'alarme est un cri de la part de tous les policiers qui risquent leur vie, et ce de manière strictement apolitique contrairement aux tentatives de récupération de tous bords et aux accusations infondées et insultantes pour les policiers faites par Monsieur CAMBADELIS. Il est honteux de résumer la colère policière à une « patte » du front national. Monsieur CAMBADELIS devrait se rappeler qu'insulter des hommes et des femmes encore récemment blessés dans leur chair est honteux et indigne d'un responsable politique français. Ces déclarations sont un bon exemple de la considération dont fait l'objet la police et ses agents de la part de la classe politique, qu'elle soit de droite comme de gauche.

C'est pourquoi nous demandons que monsieur CAMBADELIS s'excuse publiquement concernant ses propos outrageants envers notre corps de métier qui se sacrifie pour son pays.



Totalement apolitique, ce mouvement vise à la fois le gouvernement en place, mais également les gouvernements que nous avons connus par le passé et ceux à venir. Les policiers n'oublient pas que les précédents Ministres de l'Intérieur, souvent interrogés dans les médias ces derniers jours, et qui semblent oublier le rôle qu'ils ont joué par le passé, ont été les capitaines d'un navire qu'ils ont sabordé depuis des années, chacun à tour de rôle.

C'est dans ce contexte d'état d'urgence de la police républicaine que ce mouvement formule des revendications qui demandent une réponse immédiate et claire.

Ainsi plusieurs points demandent une réponse immédiate :

L'arrêt de l'enquête de l'I.G.P.N. à l'encontre des policiers manifestants

Effectivement, ces policiers ont dépassé le cadre de leurs

statuts, mais ils l'ont fait d'une part car l'urgence de la situation le réclamait et d'autre part car ils n'ont jamais été écouté en suivant les voies réglementaires d'expression. Ils l'ont fait, non pas pour travailler moins ou dans un but lucratif mais afin de sauver une institution policière qui chavire et qui laisse ses fonctionnaires mourir sans réagir. Il est donc normal dans ce contexte d'urgence de comprendre leur action et de cesser toute enquête visant à sanctionner les policiers manifestant leur colère pour faire cesser ce mouvement.

La mission de pédagogie dont a été dotée l'I.G.P.N. par Monsieur FALCONE est évidemment un doux mensonge qui n'arrive à convaincre personne et qu'il convient de stopper immédiatement.

Une refonte de la légitime défense

Il est évident qu'une réforme profonde de la légitime défense est un élément essentiel de la sauvegarde de la vie des forces de l'ordre qui, actuellement, sont des cibles mouvantes ne pouvant riposter que post-mortem. Il convient de doter la police d'une vraie légitime défense spécifique et en adéquation avec les menaces nouvelles auxquelles elles est confrontée.

Une réelle réponse judiciaire

Malgré les déclarations de Monsieur le Ministre de la justice, Monsieur URVOAS, et des syndicats de la magistrature, les policiers sont très bien informés des suites judiciaires données à leurs enquêtes. Dire le contraire est volontairement mensonger. En effet, ils semblent oublier que ce sont des policiers qui conduisent les individus au tribunal, des policiers qui assistent et protègent durant les audiences, et surtout qui voient les auteurs repartir libres à l'issue.

Malgré les chiffres avancés par Monsieur le Ministre de la

justice et les syndicats de la magistrature, ces condamnations ne reflètent en aucun cas la réalité des faits. Outre le manque de condamnation réelle, il faut savoir que dans le cadre de l'opportunité des poursuites, les procureurs de la République ont le pouvoir de classer sans suite les enquêtes avant même qu'elles n'atteignent un tribunal. Sur ce point encore ils ont visiblement oublié que ce sont les officiers de police judiciaire qui sont chargés de ces classements et sont donc très bien informés de l'état réel de la réponse pénale.

En effet il faut bien établir le constat que la plupart des enquêtes sont effectivement classées sans suite, ou avec des mesures telles qu'un rappel à la loi faisant rire l'auteur des faits. Pour les rares procédures survivantes, trouvant péniblement le chemin du tribunal, les condamnations à des peines de prison sont très rares et ne freinent plus le passage à l'acte délictuel ou criminel.

Pour cela nous demandons :

Que la norme pour tout auteur de violences sur des personnes dépositaires de l'autorité publique ou chargée d'une mission de service public soit le mandat de dépôt en cas de condamnation ou bien la détention préventive en cas d'attente du procès, ces personnes présentant un réel danger pour la société.

Que la responsabilité pénale des magistrats puisse être engagée, au même titre que la responsabilité des policiers, dans le prononcé des décisions.

Que le sursis soit révoqué pour les personnes commettant tout nouvel acte délictuel ou criminel.

Une révision de la loi de 1945 concernant les mineurs.

Une refonte dans l'optique d'une simplification de la procédure pénale qui ne permet plus aux enquêteurs de travailler et qui ne permet plus d'assurer une aide réelle aux

victimes.

Une vraie politique de défense des victimes, policiers ou simples citoyens, qui a été longtemps abandonnée pour favoriser les droits de la défense.

L'anonymat

Le contexte terroriste a mis en évidence que la demande formulée par les policiers de conserver leur anonymat est une demande plus qu'urgente afin de sauvegarder leur vie. Les policiers ne peuvent plus être des pions d'un jeu électoral. Les policiers avaient averti que le non respect de leur anonymat pouvait conduire à des drames et il aura fallu que deux policiers meurent pour que cette demande soit prise au sérieux.

Nous demandons donc que l'usage du numéro RIO en lieu et place du nom du policier sur tous les actes procéduraux ou remis à des tiers soit de mise.

—

La refonte de la politique de commandement

Les missions d'un policier sont de plus en plus difficiles et pour les mener à bien il lui faut un vrai soutien de sa hiérarchie. Comme le rappelait Monsieur CAZENEUVE, Ministre de l'Intérieur, le policier a des devoirs lorsqu'il porte l'uniforme de la République. En effet, mais la République a elle aussi le devoir de protéger ses agents lorsqu'ils portent l'uniforme, ce qui n'est plus le cas.

Pour avoir ce soutien nécessaire nous demandons :

Une fin immédiate de la politique de *course aux primes* offertes à nos hauts gradés et une fin de la politique du chiffre qui nuisent considérablement au travail du policier. Ce dernier n'étant plus que de la chair à canon ramenant des

statistiques et des primes à sa hiérarchie et ne pouvant donc plus faire son travail de gardien de la paix pour le citoyen. Cette politique conduit en outre au nombre considérable de suicides dans la police et ce n'est plus tolérable.

Un recrutement interne des officiers et commissaires de police pour ne plus avoir ce constant décalage entre des effectifs devant assurer une mission difficile et une personne trop fraîchement sortie de l'université ne pouvant répondre à nos attentes que de manière théorique.

Une vraie communication et une reconnaissance hiérarchique à l'égard de leurs effectifs. Il n'est plus tolérable de devoir négocier des médailles pour les policiers ayant sauvé des vies comme on négocie au marché. Ces actes de bravoure méritent mieux que ce marchandage. Cette reconnaissance doit être automatique et non pas négociable.

La fin de la politique d'apaisement de la part de notre hiérarchie visant à ne plus intervenir dans certaines zones par peur des retombées médiatiques. Notre action ne peut se conformer à des jeux électoraux, la population de tous les quartiers de France doit pouvoir compter sur nous. C'est cela la police républicaine.

Un vrai soutien de notre administration par un dépôt de plainte systématique aux côtés de son effectif victime assorti d'un réel suivi du dossier plainte (comme c'est le cas pour toutes les autres administrations mais pas dans la police paradoxalement). Ceci passe par la création d'un fonds d'indemnisation, autre que celui existant, spécifique pour les policiers victimes.

Une vraie politique d'intervention, de recrutement et de formation

Il n'est plus possible, comme les manifestations contre la Loi Travail l'ont montré, de voir des policiers victimes de

coktails molotov ou divers projectiles sans pouvoir réagir et ce durant des heures. Il est donc urgent de revoir les conditions d'emploi des armes collectives et les conditions d'emploi de la force publique dans le cas de maintien de l'ordre.

Nous demandons une réelle politique de recrutement. Il n'est plus possible de recruter sans prendre en compte les départs à la retraite. L'augmentation des effectifs doit être réelle, sensible et non plus théorique.

Nous demandons également une **réelle politique cohérente et suivie d'effet concernant les moyens** mis à notre disposition comme notre parc automobile, informatique ainsi que les armes et les munitions dont nous disposons. Nous ne pouvons plus travailler avec des véhicules sans freins et nous ne pouvons plus verbaliser des citoyens alors que nos propres véhicules ne sont pas en règle.

Nous demandons d'autre part une vraie politique de formation pour les policiers. Ces formations et le matériel adéquat doivent être mis à disposition de tous les effectifs car on a pu le voir dans le cadre des actes terroristes, ce ne sont pas forcément des unités spécialisées qui sont en première ligne mais souvent des effectifs en tenue.

Nous demandons une fin des tâches indues et une révision de la politique de médecine légale.

Nous demandons que lors de la réussite d'un examen le policier n'attende pas plusieurs années avant d'avoir les fruits de son travail reconnus par l'administration.

Une vraie politique salariale

Nous demandons une profonde revalorisation du point d'indice depuis trop longtemps gelé.

Nous demandons une revalorisation nette de l'I.S.S.P. et ce rapidement. Une revalorisation nette de l'indemnité de travail de nuit qui est misérable et n'a pas évolué depuis 20 ans ainsi que des heures supplémentaires. Une refonte de la prime de résidence en réelle adéquation aux lieux où le coût de la vie est élevé afin de la passer à 3%. Une attribution de primes de fidélisation pour les villes de province.

Une vraie prise en compte des volontés des fonctionnaires avant tout changement des cycles horaires en cours.

Ainsi qu'une transparence totale sur les mouvements de mutations qui font l'objet de trop de tractations syndicales pour permettre aux collègues de rentrer dans leur région.

Pour finir, ce combat n'est pas une lutte pour des intérêts personnels, mais une lutte pour défendre la police républicaine que réclame la population. Notre mouvement a pour but d'assurer au Peuple de France la garantie d'être protégé par une police efficace et par des policiers qui ne seront plus envoyés au front, sans soutien, comme de la chair à canon.

Les policiers de ce mouvement font tout ceci parce qu'au final, ce qu'ils désirent le plus, c'est reprendre le travail au plus vite afin de vous protéger. Car c'est bien pour cela que nous sommes dans la rue actuellement : pour pouvoir être là pour vous car c'est cela notre vocation.